



Le 17 novembre 2021,

Communiqué de presse

Un nouvel « impôt LGV » : Alain Rousset et son ami Macron s'arrangent en douce sur le dos des contribuables, taxés pour financer leur folie anti-écologique et anti-sociale !

C'est par un amendement (du gouvernement) au budget, voté en catimini à l'Assemblée Nationale, qu'Alain Rousset et son ami Emmanuel Macron entendent nous faire payer leur délire pharaonique : cet ajout sournois prévoit que **les contribuables situés à moins d'une heure d'une gare desservie par la future LGV seront taxés à hauteur de 24 millions d'euros par an**, ni plus ni moins qu'un « **impôt LGV** ».

En définitive cette taxe touchera quasiment tous les girondin·es et d'autres taxes supplémentaires sont encore à redouter pour boucler les 4 milliards d'euros demandés aux collectivités locales.

Depuis son élection, Loïc Prud'homme lutte, aux côtés des associations, contre l'inutile et coûteux projet GPSO (LGV Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax), qui n'apporte aucune plus-value aux usagers et détruit des hectares de terres agricoles et d'espaces naturels.

Alors qu'une réhabilitation des lignes existantes à un coût bien moindre est une alternative que les tenants du projet refusent d'étudier, **Loïc Prud'homme dénonce fermement l'instauration de cet « impôt LGV » et la façon dont il a été voté dans le dos des contribuables.**

Alors que le coût de la vie ne cesse de s'envoler et que Macron poursuit sa casse sociale du pays, il est urgent d'investir dans les trains du quotidien au service de toutes et tous.

Contact presse :

Garance Bousquin au 07 84 39 14 65